



Lois anti-BDS : la Hasbara à l'offensive en Italie

Ramzy Baroud & Romana Rubeo - Une proposition de loi au Parlement italien est en projet dans le but de criminaliser le boycott d'Israël. Dans le passé, une telle initiative aurait été impensable.

Hélas, l'Italie, un pays qui avait des sympathies historiques pour la cause palestinienne, a changé sa politique de manière dramatique ces dernières années. Le plus surprenant, cependant, est que la gauche est pressée de complaire à Israël, au détriment des droits des Palestiniens.

La triste réalité est la suivante : l'Italie s'installe pour de bon dans le camp israélien. Cela ne concerne pas seulement l'alignement politique mais aussi la reconfiguration du discours. Les priorités israéliennes, telles qu'énoncées dans la *hasbara* sioniste (propagande officielle), font désormais partie de notre lexique quotidien des médias et de la politique en Italie. En résumé, le programme sioniste fait désormais partie intégrante du programme politique italien.

[LIRE ÉGALEMENT : États-Unis : la guerre contre la campagne BDS est une guerre contre la liberté d'expression](#)

L'anti-fascisme, l'opposition à l'occupation militaire et le passé révolutionnaire de l'Italie sont jetés aux orties par des politiciens concentrés sur leurs propres intérêts et devenus de plus en plus dépendants des pressions d'un lobby pro-israélien en plein essor.

Réécrire l'histoire

Au cours de la ainsi-nommée « Première République » (de 1948 à 1992), l'Italie était considérée comme le pays d'Europe occidentale le plus réceptif à la lutte des Palestiniens, non seulement en raison du sentiment généralisé de solidarité des Italiens mais aussi à cause de l'environnement politique à cette période.

Les dirigeants italiens étaient alors parfaitement conscients de la position unique du pays dans l'espace méditerranéen. Tout en souhaitant faire preuve de loyauté envers l'Alliance atlantique, ils avaient également établi de bonnes relations avec le monde arabe. Maintenir cet équilibre n'était pas toujours facile et cela est maintenant perçu comme des « choix radicaux » aujourd'hui désavoués et critiqués.

La tendance pro-israélienne est active depuis des années. Dans une interview célèbre avec le journal israélien Yediot Aharonot en 2008, l'ex-président italien Francesco Cossiga déclarait : « Chers Juifs italiens, nous vous avons vendus ».

Cossiga se référait au « Lodo Moro », un accord officieux qui aurait été signé dans les années 1970 par le Premier ministre italien Aldo Moro et les dirigeants du Front populaire de libération de la Palestine (PLFP). Ses termes auraient permis au groupe palestinien du FPLP de coordonner ses actions sur l'ensemble du territoire, en échange de maintenir l'Italie à l'écart de son champ d'opération.

Le « Lodo Moro » est souvent exploité dans la *hasbara* israélienne pour mettre en évidence les prétendus échecs de l'Italie dans le passé et pour continuer à associer les Palestiniens au terrorisme.

Dans la même interview, Cossiga allait encore plus loin en associant le groupe palestinien au [massacre de Bologne](#), un attentat terroriste qui a dévasté la gare de Bologne en 1980, tuant 85 personnes. Les paroles de Cossiga ont peut-être comblé d'aise Israël, mais elles étaient sans fondement. L'attaque était l'œuvre d'une organisation néo-fasciste italienne.

Malheureusement, ces allégations absurdes n'étaient pas uniques. C'était représentatif du changement général d'attitude envers la Palestine et Israël, qui repose largement sur une réécriture de l'histoire.

Alors et maintenant

En 1974, le [gouvernement italien](#) a soutenu la participation du dirigeant palestinien, Yasser Arafat, à l'Assemblée générale des Nations Unies. En 1980, il s'est engagé à respecter la [Déclaration de Venise](#) de la CEE, qui reconnaissait le « droit à l'autodétermination » des Palestiniens et qui, selon toute vraisemblance, s'opposait fortement à Israël et aux États-Unis.

Tout au long des années 1980, l'attitude du gouvernement italien était ouvertement pro-palestinienne, ce qui conduisait souvent à des affrontements diplomatiques avec Israël et ses sponsors américains, en particulier lors de la ainsi-nommée [crise de Sigonella](#) en 1985.

[Lors d'un discours](#) devant le Parlement italien, le Premier ministre socialiste, Bettino Craxi était allé jusqu'à défendre le droit des Palestiniens à la lutte armée.

En 1982, le président italien Sandro Pertini a longuement évoqué l'horreur du [massacre de Sabra et Chatila](#) dans son traditionnel [discours de fin d'année](#) à la Nation.

[LIRE ÉGALEMENT : La gauche italienne et la Palestine : c'est maintenant ou jamais !](#)

Alors que les forces politiques de centre-gauche soutenaient la Palestine pour maintenir de bonnes relations avec les pays arabes, celles de la gauche étaient avant tout motivées par la lutte anti-impérialiste qui avait alors un grand écho dans les cercles intellectuels italiens.

Mais les choses ont changé car l'Italie vit maintenant dans son « âge post-idéologique », où la morale et les idées sont flexibles et peuvent être remodelées selon les besoins pour se conformer aux intérêts politiques.

Aujourd'hui, les partis de gauche ne ressentent pas le besoin de défendre les nations opprimées. Ils sont trop redevables aux diktats de la mondialisation et sont donc poussés par des programmes égoïstes qui, naturellement, les rapprochent des États-Unis et d'Israël.

Alors que la politique néo-libérale a ravagé une grande partie de l'Europe toutes ces dernières années, l'Italie a prouvé qu'elle n'était en rien une exception.

En octobre 2016, l'Italie s'est abstenue lors du vote sur la [résolution de l'UNESCO](#) condamnant l'occupation israélienne de la Jérusalem-Est palestinienne.

Même ce geste en demi-teinte a irrité Israël, amenant l'ambassadeur israélien en Italie à protester. Le Premier ministre italien a rapidement réagi et s'est empressé de rassurer Israël.

Matteo Renzi a alors [durement critiqué](#) la proposition de l'UNESCO. « Il n'est pas possible de continuer avec ces résolutions à l'ONU et à l'UNESCO qui visent à attaquer Israël », a-t-il dit.

Un an plus tôt, Renzi avait officiellement réaffirmé l'engagement de l'Italie envers Israël à la [Knesset](#) israélienne, déclarant: « Les partisans de boycotts 'stupides' trahissent leur propre avenir ».

Lors de son discours inaugural, l'actuel président italien Sergio Mattarella a évoqué la « menace du terrorisme international » en évoquant l'attaque perpétrée devant la Grande Synagogue à Rome en 1982. Ses paroles « ont profondément touché les Juifs italiens », selon le [Jerusalem Post](#), le journal de la droite israélienne.

Influence sioniste croissante

Les groupes sionistes tentent constamment d'influencer l'[opinion publique italienne](#). Leur stratégie repose sur deux piliers : infuser le sens de la victimisation d'Israël (comme l'image du pauvre petit Israël luttant pour sa survie parmi une multitude d'Arabes et de musulmans) et accuser d'antisémitisme quiconque conteste le discours israélien.

Les instruments de la *hasbara* fonctionnent, car la politique italienne et même la culture (à travers les médias) s'identifient de plus en plus avec Israël. Pire encore, le sentiment pro-israélien est maintenant complètement accepté parmi les partis politiques de gauche.

[LIRE ÉGALEMENT : Une interview de José-Luis Moraguès : « Le BDS s'oppose radicalement au sionisme et à sa vision raciste du monde »](#)

Selon [Ugo Giannangeli](#), un avocat criminel éminent qui a consacré de nombreuses années à la défense des droits des Palestiniens, le Parlement italien travaille sur plusieurs lois, dans le seul but de gagner l'approbation d'Israël. L'une de ces initiatives est le [projet de loi 2043](#) (loi anti-discrimination), qui devrait être appelée « Loi Anti-BDS ». Les signataires comparent le boycott d'Israël à un « antisémitisme déguisé ».

Parmi les signataires figure Emma Fattorini, membre du Parti Démocrate Italien et également membre du « Comité pour la protection et la promotion des droits de l'homme ». Les droits des Palestiniens, bien sûr, ne concernent pas Fattorini pour le moment car ils n'apparaissent nulle part dans son programme des « droits de l'homme »...

Un autre signataire est Paolo Corsini, qui a abandonné le Parti démocrate et est passé au parti de gauche *MDP-Articolo 1*. Corsini était également le rapporteur de l'[accord entre l'Italie et Israël](#) sur la sécurité publique, déjà ratifié par le Parlement italien. L'accord renforce les relations entre les deux pays de manière plus efficace, en échange du partage par Israël d'informations sur les questions d'ordre public et les moyens de contrôler les manifestations de masse.

Seules quelques voix se sont élevées contre la subordination politique et culturelle de l'Italie à Israël. L'homme politique italien Massimo D'Alema, également ancien ministre des Affaires étrangères, a critiqué l'évolution de la politique italienne. Dans une interview avec le [Huffington Post](#), il a critiqué l'Italie et l'Europe pour leur volonté de plaire aux dirigeants israéliens. Il a appelé la gauche à reprendre son rôle historique de soutien au peuple palestinien.

Il y a ici une leçon pour les militants et les politiciens progressistes qui peut être tirée de l'expérience italienne: la solidarité avec la Palestine commence chez soi, en s'opposant fermement aux efforts visant à criminaliser la [campagne BDS](#), tout en contrecarrant la *hasbara* israélienne qui chaque jour pénètre un peu plus la société.



* **Romana Rubeo** est traductrice *freelance* et vit en Italie. Elle est titulaire d'une maîtrise en langues et littératures étrangères et spécialisée en traduction audiovisuelle et journalistique. Passionnée de lecture, elle s'intéresse à la musique, à la politique et à la géopolitique. Articles [de la même auteure](#).



* **Ramzy Baroud** est journaliste, auteur et rédacteur en chef de [Palestine Chronicle](#). Son prochain livre est «The Last Earth: A Palestine Story» (Pluto Press). Baroud a un doctorat en études de la Palestine de l'Université d'Exeter et est chercheur associé au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales, Université de Californie. Visitez son site web: www.ramzybaroud.net. Articles [du même auteur](#).



Les forces israéliennes d'occupation multiplient les kidnappings dans les territoires palestiniens

Ma'an News - *Les forces israéliennes ont kidnappé 21 Palestiniens lundi lors de raids avant l'aube à travers la Cisjordanie occupée.*

Dans le nord de la Cisjordanie, des habitants ont déclaré à Ma'an que les forces israéliennes se sont saisies de cinq Palestiniens. Cux-ci ont été identifiés comme Ahmad Nabhan et Faraj Muhammad Sami du village de Jayous près de Qalqiliya, l'ancien prisonnier Amjad Hantash de la ville de Qalqiliya et Nimr al-Kilani et Yahya Hamarsheh de la ville de Yaabad dans le sud de Jénine.

Dans le même temps, dans le district de Naplouse, les habitants ont dit à Ma'an que les forces israéliennes avaient attaqué le village de Qaryut et avaient tiré des grenades lacrymogènes à l'intérieur des maisons.

Dans le centre de la Cisjordanie, les forces israéliennes d'occupation ont [kidnappé quatre Palestiniens](#) du district de Ramallah. Les habitants les ont identifiés comme étant Othman Zahran de Deir Abu Mashaal, le militant Abdullah Abu Rahma, Muhammad Adib Abu Rahma et Ahmad Muhammad Abu Rahma de Bilin.

[LIRE ÉGALEMENT : Au mois d'octobre, Israël a kidnappé 483 Palestiniens](#)

Les habitants ont ajouté que les forces israéliennes ont attaqué et fouillé une bijouterie dans la ville de Ramallah et ont volé une partie de ce qu'elle contenait.

Huit Palestiniens ont été enlevés dans les districts de Bethléem et d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie.

Dans la ville de Bethléem, les forces israéliennes d'occupation ont kidnappé le journaliste Amjad Abu Arafa à son domicile, ainsi que Mumen Abu Ahur et Hamdi al-Kamel.

Dans le district d'Hébron, les forces israéliennes d'occupation ont kidnappé Alaa Jaradat et Nassim Shalalda de Sair, Jaafar Walid Masalma, Muhammad Sabri Masalma et Arkan Rizq Masalma de Beit Awwa.

Un porte-parole de l'armée d'occupation a confirmé 21 détentions à Ma'an.

Selon les documents de l'ONU, les forces israéliennes ont mené 166 opérations de recherche et d'arrestation en Cisjordanie entre le 24 octobre et le 26 novembre.

Pendant ce temps, le groupe de défense des droits des prisonniers Addameer a comptabilisé 6198 Palestiniens détenus par Israël en octobre. Le groupe a estimé que quelque 40% des hommes palestiniens ont été détenus par Israël à un moment de leur vie.

20 novembre 2017 - [Ma'an News](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)



L'alliance du wahhabisme et du sionisme

Abdel Bari Atwan - *Les dirigeants d'Israël ne vont pas faire la guerre au nom de Riyad mais sont au contraire heureux de l'attirer dans une série de conflits autodestructeurs.*

L'Arabie saoudite continue de provoquer des surprises et d'attiser les flammes dans les conflits de la région, comme si les guerres en Syrie, au Yémen, en Libye et (partiellement) en Irak ne suffisaient pas. Après avoir retenu prisonnier le Premier ministre libanais Saad al-Hariri et l'avoir forcé à démissionner, elle a commencé à montrer plus ouvertement que jamais son désir d'une alliance avec Israël.

Le 16 novembre, le journal Internet saoudien Elaph a publié une interview du chef d'état-major israélien, Gadi Eizenkot, dans laquelle celui-ci affirmait la volonté du gouvernement israélien d'échanger des renseignements avec l'Arabie saoudite afin de confronter l'Iran. Ses remarques ont été soigneusement préparées et le moment de leur publication était très significatif. Il a précisé qu'une alliance militaire saoudo-israélienne est en train d'être établie. Les pays n'échangent généralement pas de renseignements militaires à moins qu'ils ne soient confrontés à un ennemi commun en période de conflit.

Affronter l'Iran est avant tout dans l'intérêt d'Israël. L'Iran est en effet le seul pays de la région capable de représenter une menace existentielle pour l'État d'occupation et il a réussi à développer une formidable capacité de missiles dont il a fourni des milliers d'exemplaires à ses proches alliés en Syrie, au Liban, en Irak et au Yémen.

[LIRE ÉGALEMENT : Israël a-t-il pour ambition de diriger le « bloc sunnite » ?](#)

L'Iran ne représente pas une réelle menace pour l'Arabie Saoudite. La récente frappe de missiles près de Riyad lancée par les alliés iraniens des Houthis au Yémen, et les attaques similaires qui ont précédé, étaient des représailles pour la campagne militaire menée par l'Arabie Saoudite qui

bombarde et bloque sans pitié le Yémen depuis deux ans. Cela ne justifie certainement pas que les Saoudiens concluent une alliance militaire avec Israël contre l'Iran. Eizenkot a récemment été l'invité vedette d'une cérémonie organisée par l'administration Trump à Washington, qui comprenait les chefs militaires des États-Unis, de l'Arabie saoudite, des EAU et de l'Égypte. Le chef d'état-major libanais, le général Joseph Aoun, était également censé y assister mais a décliné l'invitation quand il a appris qu'Eizenkot serait présent.

Les remarques du chef d'état-major israélien indiquent clairement que s'il y a une autre guerre contre le Liban, Israël et l'Arabie saoudite se joindront à d'autres États arabes « modérés », dont les dirigeants ont conclu que leurs intérêts et ceux d'Israël ont fini par converger. Deux jours auparavant, Israël a soutenu une initiative saoudienne à l'ONU pour condamner la Syrie pour ses violations des droits de l'homme. La veille, le ministre israélien des Communications a publiquement invité le chef mufti d'Arabie saoudite, cheikh Abdelaziz Al Ash-Sheikh, à se rendre en Israël. Cela faisait suite à des fatwas du clerc dans lesquelles il déclarait qu'il était inadmissible de prendre les armes contre Israël, où il soutenait l'idée d'une coopération avec Israël contre le Hezbollah et condamnait le Hamas comme groupe « terroriste ».

En forçant Hariri à démissionner, les Saoudiens entendaient créer un vide constitutionnel et provoquer un conflit sectaire au Liban, en prélude à une intervention israélo-saoudienne visant à effacer la présence du Hezbollah et à freiner la croissance d'organisations similaires ailleurs : au Yémen (Houthi Ansarallah), en Irak (les forces de mobilisation populaire) et Gaza (le Hamas).

[LIRE ÉGALEMENT : Le Liban à nouveau pris pour cible](#)

Ces organisations n'ont émergé et ne se sont développées qu'à cause de l'échec des armées officielles dans leurs pays : à quelques exceptions près, ces armées se sont transformées en « décor de théâtre », ont collaboré aux guerres américaines dans la région, n'ont pas résisté au projet israélien et / ou ont servi principalement à protéger les dirigeants corrompus et leurs régimes pourris. Les dirigeants d'Israël ne vont pas faire la guerre au nom de Riyad. Mais ils sont très heureux d'attirer l'Arabie Saoudite dans une série de conflits qui seront très destructeurs pour elle comme pour le reste de la région, l'épuisant financièrement, hypothéquant ses ressources pour les décennies à venir, compromettant sa sécurité et sa stabilité, voir conduisant à sa partition.



* **Abdel Bari Atwan** est le rédacteur en chef du journal numérique [Rai al-Yaoum](#). Il est l'auteur de [L'histoire secrète d'al-Qaïda](#), de ses mémoires, [A Country of Words](#), et d'[Al-Qaïda : la nouvelle génération](#). Vous pouvez le suivre sur Twitter : [@abdelbariatwan](#)

Articles du [même auteur](#).

19 novembre 2017 - [Raï al-Yaoum](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah



Malgré la réconciliation, l'AP continue de punir le personnel universitaire de Gaza

Anna Majavu - Des centaines de membres du personnel de l'enseignement supérieur de la bande de Gaza vont faire grève cette semaine après avoir enduré huit mois de réductions salariales drastiques et de menaces de retraites anticipées de la part de l'Autorité palestinienne.

Les quelque 831 membres du personnel académique et administratif de Gaza vont faire grève parce que l'Autorité palestinienne leur a supprimé la plus grande partie de leur traitement il y a huit mois, et ne leur a laissé que 20 à 25% de leur ancien salaire pour survivre.

Le personnel du tertiaire palestinien a décidé de demander aux universités qui les emploient de payer 25% de leurs salaires jusqu'à ce que l'Autorité Palestinienne rétablisse leurs salaires à leur niveau normal.

Les problèmes des employés de l'enseignement supérieur ont commencé en avril de cette année, lorsque l'Autorité palestinienne a unilatéralement réduit les salaires de tout le personnel travaillant dans les universités et autres institutions d'enseignement supérieur, en les laissant quasiment sans salaire. Tous les mois, depuis huit mois maintenant, le personnel a eu la désagréable surprise de voir la même chose se reproduire.

Malgré cela, le personnel a continué à se présenter au travail tous les jours et à faire son travail comme d'habitude.

Comme les médias palestiniens locaux l'ont rapporté, la situation a encore empiré en août de cette année lorsque le président palestinien Mahmoud Abbas a décidé que les 831 membres du personnel de l'enseignement supérieur seraient forcés de prendre leur retraite anticipée ainsi que d'autres fonctionnaires de Gaza. Ceci en dépit du fait que la plus grande partie du personnel académique a moins de 50 ans et n'a jamais exprimé le désir de prendre sa retraite !

[LIRE ÉGALEMENT : Analyse : Gaza s'enfoncé dans une crise politique et humanitaire](#)

Il n'a été donné aucune explication valable au personnel pour justifier cette décision inique et c'est

seulement en lisant le journal Ma'an News que les employés ont compris que la décision était sans doute motivée par la haine du parti au pouvoir, l'Autorité palestinienne (Fatah), pour le Hamas, du fait que le porte-parole de l'Autorité Palestinienne, Yousif al-Mahmoud, avait déclaré qu'il s'agissait d'une mesure temporaire destinée à faire pression sur le Hamas pour le forcer à transférer le contrôle de la petite enclave côtière à l'AP.

Les universitaires ont ensuite écrit au président de la Commission européenne, Jan Jonker, pour protester contre cette mesure inique, ce qui semble avoir eu un certain effet car le 26 août 2017, les universitaires palestiniens ont été soudainement informés qu'ils seraient « réengagés ».

Cependant, cela a été assorti d'une condition bizarre - ils seront « réembauchés » mais ne recevront plus de salaire du tout - ils recevront seulement une somme équivalente à la pension mensuelle de retraite, ce qui représente moins de 25% de leur salaire actuel.

Tout le personnel universitaire de Gaza est donc forcé de prendre une retraite anticipée, mais en continuant à travailler... pour un quart de son ancien salaire !

Toutes les mesures prises contre les fonctionnaires basés dans la bande de Gaza sont une forme de punition collective fondée sur l'exclusion d'une composante particulière du peuple palestinien. Elles ont d'ailleurs été vivement condamnées par les principales organisations palestiniennes de défense des droits humains.

Il est particulièrement révoltant de priver les jeunes de leur droit inaliénable à l'éducation. Les soutiens du personnel de l'enseignement supérieur de Gaza estiment que cet éduicide, cette opération de destruction de l'éducation, doit être analysée dans le contexte de l'occupation et de la colonisation brutales de la Palestine par le régime israélien, et du siège israélien barbare de Gaza qui interdit notamment l'importation des biens de première nécessité et l'exportation de tous les produits palestiniens, impose de sévères restrictions sur les matériaux de construction et le gaz domestique, et empêche chaque mois des centaines de Palestiniens gravement malades d'aller se faire soigner dans les hôpitaux d'Israël ou de Cisjordanie où leurs médecins les envoient, selon le Comité palestinien pour les droits de l'homme basé à Gaza.

Une [pétition](#), qui sera diffusée et signée en ligne et sur papier et qui sera envoyée aux ambassades et consulats palestiniens du monde entier, appelle le premier ministre palestinien Rami Hamdallah et le ministre de l'Education, Sabri Saidam, à cesser de punir le personnel des universités palestiniennes à Gaza, à cesser de le menacer de retraite anticipée, à recommencer immédiatement à payer ses salaires dans leur totalité, et à lui rembourser les sommes qui ont été retenues sur ses salaires depuis avril 2017.

[LIRE ÉGALEMENT : L'Autorité de Ramallah ampute gravement les salaires de ses employés dans Gaza](#)

En signant la pétition, les gens espèrent sincèrement inciter l'AP à mettre fin à ses mesures punitives contre la bande de Gaza en général et contre les secteurs de l'éducation et de la santé en particulier, car ces mesures affectent les civils et mettent leur vie en danger. Elles constituent une violation de toutes les normes et conventions internationales qui imposent aux gouvernements de respecter la dignité humaine. Les Palestiniens de Gaza souffrent déjà suffisamment de la brutale domination israélienne qui dure depuis 69 ans, et du siège actuel de Gaza.

Malgré l'euphorie qu'il a suscitée, l'accord de réconciliation signé il y a deux mois, suite à la décision du Hamas de dissoudre le Comité administratif qui servait d'excuse à l'Autorité Palestinienne dirigée par le Fatah pour prendre des mesures punitives contre les résidents de Gaza, n'a entraîné aucun changement dans la vie des Gazaouis ! L'AP n'est pas revenue sur ces mesures punitives. Une pétition a été lancée pour la pousser à le faire de toute urgence.

* **Anna Majavu** est militante de la solidarité avec la Palestine et actuellement doctorante en journalisme à l'Université d'Auckland, Aotearoa / Nouvelle-Zélande

15 novembre 2017 - [The Palestine Chronicle](#) - Traduction : [Chronique de Palestine - Dominique Muselet](#)



La corruption en Israël est structurelle et endémique

Ramzy Baroud - *Que la [série de scandales](#) qui éclaboussent le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, mène ou non à son limogeage importe peu.*

Alors que près de la moitié des Israéliens [interrogés](#) en juillet dernier - bien avant que les scandales prennent un tour beaucoup plus crasse - aient dû être certains que Netanyahu est corrompu, une [majorité](#) a affirmé vouloir encore voter pour lui.

Un récent sondage mené par la chaîne israélienne Channel 10 TV a conclu que, si les [élections générales](#) avaient lieu aujourd'hui, Netanyahu recueillerait 28% des voix alors que ses plus proches opposants, Avi Gabbay du Camp sioniste et Yair Lapid de Yesh Atid, en récolteraient chacun 11%.

« La prochaine étape en vue, est pour les citoyens d'Israël de réélire un criminel comme chef et de lui confier leur sort », écrit un éditeur israélien, [Akiva Eldar](#), en réponse à la popularité inébranlable de Netanyahu, malgré les accusations de corruption et les [enquêtes policières à répétition](#).

Mais Eldar ne devrait pas s'étonner. La corruption politique, le détournement de fonds et l'utilisation abusive de l'argent public sont la norme - et non l'exception - dans la politique israélienne.

Alex Roy le dit plus succinctement dans un article récent du [Times of Israel](#): « Le fait que Netanyahu ait encore de bonnes chances d'être le premier ministre après les élections à venir en dit plus sur notre accoutumance à la corruption que sur sa propreté. »

Roy écrit que son pays « s'est habitué aux criminels politiques » simplement parce que « chaque premier ministre au cours du dernier quart de siècle a dû faire face à des accusations criminelles ». Il a raison, mais il y a deux points importants qui sont absents dans la discussion qui, jusqu'à récemment, se limitait pour l'essentiel aux médias israéliens.

[LIRE EGALEMENT - La chute de Netanyahu changera-t-elle quelque chose pour les Palestiniens ?](#)

Premièrement, la [nature des abus](#) présumés de Netanyahu est différente de celle de ses prédécesseurs. Cela compte énormément.

Deuxièmement, l'acceptation apparente de la société israélienne d'avoir des hommes politiques corrompus pourrait avoir moins à voir avec l'idée qu'ils se soient « habitués », et plus avec le fait que c'est la culture de cette société, dans son ensemble, qui s'est corrompue. Et il y a une raison à cela. Pour être plus précis, la corruption de Netanyahu est assez différente de celle de l'ancien Premier ministre israélien, Ehud Olmert.

Olmert était corrompu à l'ancienne mode. En 2006, il a été reconnu coupable d'avoir accepté des [pots-de-vin](#) alors qu'il était maire de Jérusalem. En 2012, il a été reconnu coupable d'abus de confiance et de corruption, cette fois en tant que Premier ministre. En 2015, il a été condamné à six ans d'emprisonnement.

D'autres hauts responsables israéliens ont également été inculpés, notamment le président Moshe Katsav, qui a été reconnu coupable de viol et d'entrave à la justice.

Ces accusations demeuraient en grande partie réduites à une personne ou deux, ce qui rendait paraissait limiter l'ampleur des délits. Les experts des médias israéliens et occidentaux ont toujours exploité ces poursuites judiciaires pour vanter la santé de la démocratie israélienne, en particulier en comparaison à ses voisins arabes.

Les choses sont différentes sous Netanyahu. La corruption en Israël s'apparente de plus en plus aux opérations de la mafia, se faufilant parmi les fonctionnaires élus, les militaires, les avocats les plus renommés et les grands conglomérats.

La nature des [enquêtes](#) qui se concentrent maintenant sur Netanyahu sont révélatrices de ce fait. Netanyahu est impliqué dans 'File 1000', où le Premier ministre et [son épouse](#) ont accepté des cadeaux de grande valeur financière d'un producteur hollywoodien de renom, Arnon Milchan, en échange de faveurs qui, si elles étaient confirmées, exigeaient de Netanyahu qu'il use de son influence en tant que Premier ministre.

« File 2000 » est l'affaire « Yisrael Hayom ». Dans ce cas, Netanyahu a conclu un accord secret avec l'éditeur du principal journal « Yedioth Ahronoth », Arnon Mozes. Selon l'accord, Yedioth a accepté de réduire sa critique de la politique de Netanyahu en échange de la promesse de ce dernier de limiter la vente d'un journal concurrent, 'Yisrael Hayom'.

« Yisrael Hayom » appartient à Sheldon Adelson, un magnat des affaires américain pro-israélien, allié proche et puissant de Netanyahu, jusqu'à ce que la nouvelle de l'accord Yedioth soit diffusée. Depuis lors, 'Yisrael Hayom' [s'est retourné](#) contre Netanyahu.

« File 3000 » est l'affaire des [sous-marins allemands](#). Les principaux conseillers en sécurité nationale, tous très proches de Netanyahu, ont été impliqués dans l'achat de sous-marins allemands jugés inutiles, mais qui ont coûté des milliards de dollars au gouvernement. Des sommes importantes de cet argent ont été récupérées par le cercle restreint de Netanyahu et transférées dans des comptes bancaires privés et secrets.

Cette affaire, en particulier, est significative de la [corruption généralisée](#) dans les cercles les plus élevés d'Israël.

Les cousins et les deux plus proches confidents de Netanyahu sont au centre de cette enquête : son avocat personnel, David Shimron, et le « ministre des Affaires étrangères de facto » du pays, Isaac Molcho. Ce dernier a réussi à construire un réseau impressionnant, mais largement caché, au profit de Netanyahu, où les frontières entre la politique étrangère, les contrats gouvernementaux massifs et les relations d'affaires personnelles restent largement floues.

Il y a aussi « l'affaire Berzeq » impliquant le géant israélien des télécommunications Berzeq, et l'allié et ami politique de Netanyahu, Shlomo Filber.

Netanyahu était aussi ministre de la Communication jusqu'à ce que le tribunal lui ordonne de démissionner en 2016. Selon les médias, son remplaçant soigneusement choisi, Filber, a servi d'espion au groupe des télécommunications pour garantir que les décisions critiques prises par le gouvernement soient communiquées à l'avance à l'entreprise.

Le plus impressionnant à propos de la corruption de Netanyahu, c'est qu'elle n'est pas un reflet de lui seul, d'une corruption en strates, impliquant un vaste réseau des premiers centres de décision d'Israël.

Il y a plus d'enseignement dans la volonté du public israélien d'accepter la corruption que dans son incapacité à la stopper.

La corruption dans la société israélienne est devenue particulièrement endémique après l'occupation de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza en 1967. L'idée que les Israéliens ordinaires puissent entrer dans une maison palestinienne, expulser la famille qui y habite, revendiquer la maison comme la leur, avec le plein soutien de l'armée, du gouvernement et de la justice, illustre la corruption morale au plus haut degré.

Ce n'était qu'une question de temps avant que ce racket massif - l'occupation militaire, l'entreprise de colonisation, le blanchiment médiatisé des crimes israéliens - ne retombe sur les cercles dominants, pourris jusqu'à la moelle, de la société israélienne. Bien que les Israéliens se soient « habitués » à leur propre corruption, ce n'est pas le cas des Palestiniens parce que le prix de la corruption morale d'Israël est trop élevé pour qu'ils puissent en supporter le coût.



* **Ramzy Baroud** est journaliste, auteur et rédacteur en chef de [Palestine Chronicle](#). Son prochain livre est «The Last Earth: A Palestine Story» (Pluto Press). Baroud a un doctorat en études de la Palestine de l'Université d'Exeter et est chercheur associé au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales, Université de Californie. Visitez son site web: www.ramzybaroud.net. Articles [du même auteur](#).

15 novembre 2017 - *The Palestine Chronicle* - Traduction : *Chronique de Palestine* - Lotfallah



Israël expulse 300 Palestiniens bédouins de leur village

Ma'an News - Les forces israéliennes d'occupation ont donné des ordres d'évacuation à 300 Palestiniens d'un village bédouin.

BETHLÉEM (Ma'an) - Les autorités israéliennes auraient distribué vendredi des avis d'évacuation aux 300 résidents palestiniens du village bédouin de Jabal al-Baba, dans le district de Jérusalem, en Cisjordanie occupée, selon l'Autorité palestinienne (AP) et l'agence de presse Wafa.

Wafa a rapporté que le personnel de l'administration civile israélienne, soutenu par l'armée d'occupation, aurait pris d'assaut le village et ordonné à ses habitants de quitter leurs maisons.

Jabal Al-Baba, selon Wafa, se compose de 100 bâtiments, dont 58 sont des maisons, tandis que le reste sont des structures utilisées pour l'agriculture. « Parce que la communauté n'est pas reconnue, les gens de Jabal al-Baba vivent sans électricité et ne reçoivent de l'eau que de citernes livrées par camion », a déclaré l'agence Wafa.

Les forces israéliennes d'occupation ont démoli des dizaines de maisons dans la région de Jabal al-Baba, dont beaucoup ont été construites avec l'aide de l'Union Européenne et d'organisations humanitaires ces dernières années.

En août, les forces israéliennes ont démoli une école maternelle dans le même village.

La colline est peuplée de quelque 55 familles bédouines qui habitent la région depuis 65 ans et risquent constamment d'être expulsées de leurs foyers.

Quelque 90 bédouins palestiniens, dont la majorité sont des enfants, se sont retrouvés sans abri lorsque les forces israéliennes ont rasé des maisons mobiles fournies par l'UE dans le Jabal al-Baba en mai 2016.

Jabal al-Baba, comme d'autres communautés bédouines de la région, est menacée de transfert forcé par Israël parce qu'il se trouve dans le « couloir E1 » mis en place par le gouvernement israélien pour relier Jérusalem-Est annexée à la colonie de Maale Adumim.

Les autorités israéliennes prévoient de construire des milliers de maisons pour des colonies exclusivement juives en E1, ce qui diviserait la Cisjordanie et couperait en deux en éventuel futur État palestinien - comme envisagé par la solution à deux États du conflit israélo-palestinien.

Les groupes de défense des droits de l'homme et les membres de la communauté bédouine ont vivement critiqué les projets de relogement d'Israël pour les Bédouins résidant près de la colonie israélienne illégale de Maale Adumim, affirmant que le déplacement des Palestiniens natifs de la région pour étendre les colonies israéliennes à travers la Cisjordanie occupée, est une claire violation du droit international .

17 novembre 2017 - *Ma'an News* - Traduction : *Chronique de Palestine*



Abbas va-t-il succomber à l'argent saoudien ?

Abdel Bari Atwan - Les Saoudiens se trompent s'ils pensent qu'ils peuvent retourner les Palestiniens au Liban contre le Hezbollah.

Bien que l'Arabie saoudite et ses machinations régionales aient été très médiatisées au cours des dernières semaines, un récent visiteur à Riyad a attiré relativement peu l'attention des médias. L'ex-

président palestinien Mahmoud Abbas est resté bouche bée pendant son séjour la semaine dernière dans la capitale saoudienne, où il a reçu un accueil exceptionnellement hospitalier de la part de ses hôtes, dont le roi Salman Bin-Abdelaziz qui a organisé une réception en son honneur. La plupart des visites précédentes de l'Arabie Saoudite par Abbas ont été des affaires sans lendemain et rapides, pour la plupart d'une journée seulement. Les responsables saoudiens faisaient [la sourde oreille](#) à ses demandes – en particulier pour un soutien financier – et Abbas revenait en général de ses voyages à Riyad en faisant une sale tête.

La dernière visite, organisée à la hâte – plus comme une convocation qu'une visite d'un chef d'État – a coïncidé avec une nouvelle campagne saoudienne contre l'Iran et ses alliés, notamment au Liban. Inévitablement, cela a soulevé des questions. La grande tractation pour le Moyen-Orient que le président américain Donald Trump et son beau-fils Jared Kushner auraient organisée avec le Premier ministre israélien Binyamin Netanyahu, était-elle à l'ordre du jour ? A-t-on demandé à Abbas de soutenir Trump et d'appuyer la campagne saoudienne contre l'Iran et le [Hezbollah](#) ?

Les dirigeants saoudiens ne veulent pas de [réconciliation](#) entre les mouvements palestiniens du Fatah et du Hamas, et cherchent à engager Abbas et son Autorité Palestinienne (AP) dans une confrontation avec le Hezbollah au Liban – en attirant précisément du côté pro-saoudien les 300 000 habitants des camps de réfugiés palestiniens.

[LIRE ÉGALEMENT : A défaut d'un État pour les Palestiniens, Abbas installe un État policier](#)

L'actuel prince héritier saoudien Muhammad Bin-Salman a l'intention de priver l'Iran de ses soutiens périphériques – au Liban (Hezbollah), au [Yémen](#) (l'alliance Houthi-Saleh) et en Irak (en renforçant les divisions sectaires entre sunnites et chiites). Faire entrer les Palestiniens à prédominance sunnite dans l'équation est considéré comme un élément crucial dans ce schéma, comme «couverture» d'une confrontation avec les chiites dans les pays concernés.

Cette même carte sectaire a été employée au début de la crise en Syrie, avec un succès considérable, en particulier au sein et parmi les partisans du mouvement Hamas. Mais elle est devenue progressivement moins efficace au fur et à mesure que la guerre se prolongeait pour près de sept années, l'armée syrienne demeurant [ferme et soudée](#) et l'État et ses institutions ne s'effondrant pas comme escompté.

Les dirigeants saoudiens ne font pas confiance au Hamas et le considèrent comme un allié stratégique de l'Iran, surtout après que le mouvement ait élu une [nouvelle direction](#) « [combative](#) » dans les territoires occupés. Ils misent sur la prétendue « légitimité » institutionnelle d'Abbas et sur l'influence continue du Fatah dans les camps de réfugiés au Liban, pour recruter des combattants afin de les armer et de les engager contre le Hezbollah.

[Les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite, sur le point de mettre le feu à tout le Moyen-Orient](#)

Muhammad Bin-Salman a certainement offert à Abbas un accord politique et financier. Nous n'en connaissons pas ses détails. L'information n'est tout simplement pas disponible. Mais la question la plus importante est de savoir s'il l'a accepté ou non.

Les habitants des [camps palestiniens](#) au Liban vivent dans des conditions misérables. Mais la grande majorité n'a que faire du sectarisme et ne prendra jamais les armes contre le Hezbollah. Le récent rapprochement du Hamas avec l'Iran et le Hezbollah ne peut que renforcer cette façon de penser. Le « meilleur » que les dirigeants saoudiens peuvent espérer est que les Palestiniens au Liban restent neutres et ne rejoignent pas le Hezbollah à l'occasion d'une quelconque confrontation – mais même cela ne peut en aucun cas être garanti.



* **Abdel Bari Atwan** est le rédacteur en chef du journal numérique [Rai al-Yaoum](#). Il est l'auteur de [L'histoire secrète d'al-Qaïda](#), de ses mémoires, [A Country of Words](#), et d'[Al-Qaida : la nouvelle génération](#). Vous pouvez le suivre sur Twitter : [@abdelbariatwan](#)
Articles du [même auteur](#).

16 novembre 2017 – [Raï al-Yaoum](#) – Traduction : [Chronique de Palestine](#) – Lotfallah



[États-Unis : 60 ans de prison pour avoir participé à une manifestation anti-fasciste ?](#)

Patrick Strickland – *Un procès qui pourrait envoyer le journaliste indépendant Alexei Wood et six autres prévenus en prison pour des décennies, a débuté ce mercredi.*

Lorsque Wood, âgé de 37 ans, est parti de sa ville natale de San Antonio, au Texas, pour couvrir la manifestation du bloc antifasciste contre l'investiture du président américain [Donald Trump](#) le 20 janvier, il n'imaginait pas qu'il se retrouverait avec toute une série d'accusations.

Mais ce jour-là, Wood, qui diffusait en direct la marche sur sa page Facebook, a été [brutalisé et arrêté](#) par la police avec plus de 230 autres personnes, dont des manifestants, des passants, des observateurs et des médecins.

« Je suis ferme dans mon sentiment d'être innocent », a-t-il déclaré à Al Jazeera la veille du procès, « mais il est question de beaucoup de choses, dont l'avenir du journalisme et du droit de manifester ».

Avec le poids des accusations et du procès, Wood a été forcé de mettre sa carrière de journaliste en retrait.

« Je n'ai pas le temps ni l'énergie de me concentrer pour essayer de donner un sens au monde en petites touches et les communiquer », a-t-il expliqué.

« J'ai juste assez de temps pour me concentrer sur ma situation précise du moment, et ça a vraiment eu un impact sur moi. »

Wood et six coaccusés sont le premier groupe de près de 200 personnes à faire face à des accusations en rapport avec des émeutes et des dommages matériels pour leur participation présumée aux manifestations du Jour de l'Inauguration.

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la capitale le 20 janvier pour protester contre le premier jour de présidence de Trump.

Au cours d'une marche du bloc antifasciste, la police a attaqué les manifestants et a procédé à des arrestations massives en ramassant au hasard des manifestants, des passants, des observateurs, des journalistes et des médecins. Plus de 230 personnes ont ensuite été accusées d'actes criminels.

Une poignée de manifestants a détruit des biens, brisant des fenêtres et des guichets automatiques pendant qu'ils se frayaient un chemin à travers les rues de la capitale. Le bureau du procureur des États-Unis pour Washington (DC) a estimé que les dommages avaient totalisé plus de 100 000 dollars. Le 27 avril, la Cour supérieure de DC a renvoyé une mise en accusation qui a ajouté une série de charges pour 212 accusés, dont trois n'avaient pas été inculpés auparavant.

[LIRE ÉGALEMENT : #BlackLivesMatter et la conspiration des privilèges en Amérique](#)

Certains de ceux qui ont été confrontés à des accusations d'actes criminels ont plaidé coupables pour obtenir une réduction considérable des peines, tandis que d'autres ont vu leurs accusations abandonnées.

Plus de 190 personnes doivent encore être jugées.

« La plupart du temps, cela semble si clairement absurde et évidemment politique... D'autres jours, la machine semble pouvoir me broyer », a déclaré Wood.

Au moment où cet article était écrit, le bureau du procureur des États-Unis pour DC n'avait pas répondu à la demande d'informations d'Al Jazeera.

« **Une victoire partielle** »

Un groupe distinct de prévenus, qui se rendra au tribunal en décembre, a vu ses accusations criminelles réduites et ne fait plus face qu'à trois délits.

Bien que certaines accusations ont été réduites pour tout le monde, la plupart des accusés pourraient encore se retrouver en prison pour plus de 60 ans.

« La réduction des charges pour le deuxième groupe à devoir passer en jugement, mais pas pour le premier, semble être en ligne avec l'arbitraire du reste de l'affaire », a déclaré à Al Jazeera par téléphone Sam Menefee-Libey, un militant du groupe de soutien [DC Legal Posse](#) avant le passage au tribunal prévu mercredi.

« C'est une victoire partielle, mais beaucoup de gens risquent toujours de passer beaucoup de temps derrière les barreaux, et nous ne céderons pas jusqu'à ce que tout le monde soit libre », a-t-il déclaré.

« Il est important que nous nous battions encore plus pour que toutes les accusations soient abandonnées. Toutes les accusations doivent être abandonnées et la seule façon d'y parvenir est la solidarité.

Les accusés, les militants et les observateurs accusent le gouvernement d'avoir cumulé les accusations contre les prévenus afin de détourner l'attention des violences policières le jour de la manifestation.

En juin, l'[American Civil Liberties Union](#) (ACLU) a intenté une [action en justice](#) au nom de quatre plaignants qui avaient été arrêtés lors de la marche du bloc anti-fasciste le 20 janvier.

[LIRE ÉGALEMENT : Dakota: défendre le droit de vivre dans un environnement préservé](#)

La plainte de l'ACLU mentionne le fait que la police a utilisé une « force écrasante et illégale » contre « des manifestants non-violents lors de manifestations en grande partie pacifiques ».

Dans les éléments de ce procès, il y a l'affirmation selon laquelle la police n'a pas diffusé d'avertissements de dispersion adéquats pendant la manifestation, et qu'elle a employé inutilement des agents chimiques – tels que le gaz poivré – contre des personnes déjà immobilisées, et effectué des examens rectaux brutaux sur certains détenus.

Le Bureau des plaintes contre la police de Washington, DC, a publié un rapport plus tôt cette année qui disait que le département de police de la ville pourrait avoir violé certaines règles. Il a appelé à une enquête indépendante par un groupe cependant contesté puisque ayant des liens étroits avec la police.

« **Tout simplement absurde** »

Dylan Petrohilos, un accusé de 28 ans qui pourrait aller en prison pour quelques 61 années, a déclaré que l'affaire était « tout simplement absurde ».

« C'est un fait que les gens peuvent passer le reste de leur vie en prison à cause de cela », a-t-il déclaré à Al Jazeera par téléphone. « La réalité est que les arrestations de masse se sont produites sans cause identifiable et sans avertissements de dispersion préalables ou appropriés. »

Petrohilos a décrit les arrestations comme faisant partie d'une répression plus large des

manifestations à travers le pays.

En septembre, à la suite d'un verdict de non-culpabilité pour un policier blanc qui avait assassiné en 2011 Anthony Lamar Harris, un Afro-américain de 24 ans, des [manifestations](#) ont éclaté à St Louis dans le Missouri. La police a arrêté plus de 300 personnes en 18 jours.

Beaucoup font face à des accusations d'émeutes, d'actes criminels et autres délits.

L'année dernière, quelque 600 personnes ont été accusées d'avoir participé à des manifestations contre le [Dakota Access Pipeline](#) à Standing Rock, dans le Dakota du Nord, où les manifestants se sont opposés à ce qu'ils ont qualifié de vol de terres amérindiennes.

Alors que la plupart ont été accusés de délits, certains sont accusés de crimes.

Se référant aux accusations relatives à la journée d'inauguration, aux protestations de St Louis et de [Standing Rock](#), Petrohilos a déclaré: « Il y a un effort concerté en ce moment pour sévir contre les droits d'organisation et de dissidence aux États-Unis. »

Quant à Alexei Wood, il est persuadé que le gouvernement espère produire un effet dissuasif sur les manifestants et les journalistes. « Cela n'a rien à voir avec la culpabilité ou l'innocence – soit vous survivez au système, soit vous succomez », a-t-il dit. « A mon avis ils se fichent bien des vitres cassées », conclut Wood.

« Le gouvernement veut du sang ! Le climat politique étant anti-presse, cela ne me surprend pas que je sois ici ».



* **Patrick O. Strickland** est un journaliste et grand reporter américain indépendant spécialiste des questions de justice sociale et des droits humains au Moyen-Orient et spécialement en Palestine. Il écrit pour de nombreux médias notamment al-Jazira, Alternet, VICE News, Deutsche Welle, Syria Deeply, AlterNet, Electronic intifada, Socialist Worker etc ...

Son compte Twitter : [@P_Strickland_](#)

Articles du [même auteur](#).

15 novembre 2017 - [Al-Jazeera](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)



La culpabilité de ceux qui haïssent et l'innocence de ceux qui ont peur

Samah Jabr – Dans les nombreuses discussions publiques auxquelles j'ai participé avec des Occidentaux au sujet de la violation des droits des Palestiniens, une question est toujours posée : « Qu'en est-il de la peur des Israéliens ? »

De même, combien de fois avons-nous entendu des médias occidentaux, et même le président des États-Unis, parler de « haine palestinienne » ? Ces mots considèrent comme allant de soi la culpabilité de ceux qui sont dans la haine et l'innocence de ceux qui ont peur. Mais en réalité, nous ne pouvons comprendre ces préoccupations à propos des craintes des Israéliens sans une analyse préalable des accusations de haine palestinienne.

L'un des problèmes que pose cette dichotomie est la présomption d'un état fixe et statique, comme si les peurs des Israéliens et la haine des Palestiniens étaient des traits permanents, innés et ne variant pas selon les membres des deux groupes. Présupposer des caractéristiques éternelles et unanimes permet de maintenir la relation oppressive entre l'occupant et l'occupé, et d'entraver tout changement politique. Pour trouver un moyen de s'extraire de ce présupposé, cet essentialisme doit être contextualisé et déconstruit.

« [DERRIÈRE LES FRONTS](#) » – [Sortie nationale du Film et du Livre : le 8 novembre !](#)

Commençons par clarifier la disproportion des craintes des Israéliens au regard des dommages réels que les Palestiniens leur infligent. Israël dispose depuis longtemps de l'une des armées les plus puissantes au monde. Il donne en outre des « leçons de sécurité » à d'autres pays et leur fournit des armes qui leur servent à opprimer les autres. Et pour favoriser son occupation violente et réprimer la résistance naturelle et instinctive des natifs de Palestine, Israël a enfermé les Palestiniens désarmés entre des murs et a délégué à certains Palestiniens le rôle d'imposer ordre et silence dans ces cages. Grâce à des stratégies durables et sophistiquées destinées à détruire l'identité collective palestinienne, Israël a fait infiltrer tous les quartiers palestiniens par des espions et des collaborateurs. Dans chacune des confrontations, le nombre de victimes palestiniennes est cent fois plus élevé que le nombre de victimes israéliennes. Des milliers de Palestiniens se trouvent dans des prisons israéliennes, et non pas l'inverse. Des milliers de maisons palestiniennes, et non pas israéliennes, ont été démolies par des bulldozers. Et pourtant, ce sont les Palestiniens désarmés et apatrides qui sont invités à se montrer prévenants vis-à-vis des peurs israéliennes !

À la lumière de ces faits, il est injuste et insultant que la question des « craintes des Israéliens » puisse être posée à un Palestinien, dans la mesure où la question elle-même révèle un déni profond

du long historique de la violence israélienne. Le plaidoyer pour l'empathie et la compréhension, lorsqu'il est adressé à la victime même de l'occupation israélienne, est simplement absurde. Il est pourtant attendu des Palestiniens qu'ils fassent preuve de compréhension et apportent leur réconfort face à ces peurs. Le fait de s'y refuser est considéré comme une preuve supplémentaire de la haine palestinienne, ce qui viendrait confirmer que les Israéliens ont raison de les craindre.

Je comprends fort bien les peurs d'origine traumatique causées par l'histoire des Juifs européens au cours du siècle dernier. Mais pourquoi devrais-je, moi Palestinienne, être appelée à apaiser ces peurs passées alors que je suis quotidiennement confrontée au présent traumatisant de la Palestine occupée ? Comment éprouver une grande empathie pour cette tragédie historique européenne alors que les menaces israéliennes sur mon existence et ma sécurité sollicitent continuellement mon attention la plus urgente ?

La peur des Israéliens n'est pas simplement l'innocent héritage d'un passé traumatique ; c'est un instrument politique suspect, une manipulation abjecte justifiant le traitement cruel des Palestiniens. L'invocation des peurs israéliennes fait taire les protestations, qui insistent sur le fait que l'ensemble des Israéliens est impliqué dans l'occupation, indépendamment d'éventuelles hésitations individuelles à ce sujet. Et pire encore, il va de soi qu'une telle peur instrumentalisée ne peut être apaisée tant que les Palestiniens n'auront pas complètement disparu.

LIRE ÉGALEMENT : Le meurtre pour seule politique

Le prétexte de la peur offre une excuse pour le crime et absout de leur responsabilité les criminels « effrayés », en attribuant faussement la responsabilité du crime aux victimes « effrayantes ». N'est-ce pas ce qui est impliqué par la mal nommée « islamophobie » ? Pourquoi les préjugés et les crimes dirigés contre les juifs sont-ils qualifiés d'antisémitisme, alors que les préjugés et les crimes contre les musulmans – dont beaucoup sont également des sémites – ne sont pas qualifiés de crimes et de haine antimusulmans ? On y préfère le terme minimisant d'« islamophobie », qui sous-entend que la haine, le racisme et le passage à l'acte criminel de l'agresseur sont justifiés parce qu'il souffrirait d'anxiété et de peurs irrationnelles.

Pour être juste, un certain degré de peur de la part des Israéliens n'est pas sans raison : la crainte qu'une petite partie de leur violence puisse se retourner contre eux les hante. Cette crainte prend rarement la forme de fusées ou de bombardements, mais plutôt celle d'un jeune Palestinien essayant de punir Israël en lançant une pierre ou en poursuivant un soldat israélien avec un tournevis. Et de tels événements se produisent parce que les Nations unies et les dirigeants palestiniens se montrent incapables de tenir les Israéliens pour responsables de leurs crimes.

Attribuer un sentiment de peur aux Israéliens favorise une identification et une empathie à leur égard, tandis qu'attribuer le caractère dégradant de la haine aux Palestiniens engendre répulsion et aversion à leur encontre.

Il existe une haine de l'État d'Israël parmi les Palestiniens, mais cette haine n'excède pas la haine inévitable que tout groupe opprimé et colonisé ressent à l'égard du collectif qui perpète contre lui des crimes sans fin. Les Palestiniens ne détestent pas les Israéliens en tant que juifs, mais comme participants au système responsable de leur oppression politique. Les Palestiniens ne sont pas nés avec de la haine ; la haine se développe comme une réaction appropriée à l'ensemble des expériences odieuses qui caractérisent la vie sous occupation. Le peuple de Palestine n'est pas connu pour son antisémitisme ; il a accueilli les pèlerins d'Afrique comme les réfugiés d'Arménie. Avant l'occupation, de nombreux Palestiniens musulmans et chrétiens étaient mariés à des juifs vivant en Palestine. Mais, comme toute nation, les Palestiniens exècrent le vol de leur terre, les souffrances et les humiliations que l'occupation leur inflige. C'est une haine légitime, qui distingue ce qui blesse de ce qui protège, et encourage la résistance à l'oppression plutôt que la soumission au désespoir.

S'attendre que les Palestiniens soient exempts de haine ou de sentiments négatifs à l'égard d'Israël, c'est comme s'attendre à ce qu'une femme violée ait de l'empathie pour son violeur. Ce serait un exemple du syndrome de Stockholm – au mieux une dissociation du Moi –, psychologiquement plus dangereux encore que la haine elle-même. Ce syndrome entraînerait finalement une intériorisation de cette haine, qui s'exprimerait alors de manière destructrice au sein de la communauté opprimée. Ce qu'Israël craint réellement, c'est sa propre « ombre » obscure, c'est sa violence et sa haine immenses, non assumées et projetées sur les Palestiniens.

Ce n'était pas la peur mais la haine qui a permis à Israël de commettre des massacres pour évacuer brutalement les villes et villages de Palestine, et qui motive les soldats à tuer des prisonniers menottés ou des blessés inconscients. C'est la haine qui incite les colons à brûler vifs des Palestiniens et à déraciner les vieux arbres de Palestine. C'est bien un discours de haine que profèrent les soldats israéliens qui traitent les Palestiniens de « bêtes à deux pattes », de « cafards drogués » et de « crocodiles réclamant toujours plus de chair ». C'est un discours de haine qui non seulement encourage les actes haineux commis au nom de l'occupation, mais légitime aussi le nettoyage ethnique. Car n'est-ce pas là le traitement que l'on se doit de réserver aux cafards ?

Plutôt que de critiquer les Palestiniens pour leur haine et d'excuser les Israéliens pour leur peur, le plus constructif serait d'aider Israël à distinguer la réalité du fantasme. Cela impliquerait d'admettre la haine et la cupidité d'Israël, et de reconnaître que la fin de son odieuse occupation constitue le seul recours contre ses peurs.



* **Samah Jabr** est [psychiatre et psychothérapeute à Jérusalem](#). Elle milite pour le bien-être de sa communauté, allant au-delà des problèmes de santé mentale. Elle écrit régulièrement sur la santé mentale en Palestine occupée.

Articles de (et à propos de) la [même auteure](#).

2 novembre 2017 - Transmis par l'auteure - Traduction : [Chronique de Palestine & Judith Lefebvre](#)



Derrière les fronts : Chroniques d'une psychiatre psychothérapeute palestinienne sous occupation

En coordination avec la sortie en salle du documentaire d'Alexandra Dols - [Derrière les fronts: résistances et résiliences en Palestine](#) - nous vous proposons en coédition avec Hybrid Pulse le premier livre de la psychiatre et écrivaine Palestinienne Samah Jabr.

[Commandez dès à présent](#) le livre.

Le livre ne sera pas disponible en librairie pour le moment mais seulement sur notre site ou par demande par courrier à [PMN Éditions](#).



DERRIÈRE LES FRONTS

Chroniques d'une psychiatre psychothérapeute
palestinienne sous occupation

Dr Samah JABR



« Nous voulons une vie décente, pas n'importe quelle vie. Notre action pour la guérison et le rétablissement est indivisible de notre action pour la libération. » Dr Samah Jabr
Ce recueil de chroniques choisies parmi les nombreuses écrites par le Dr Jabr sont égrenées au fil du temps de 2003 à aujourd'hui. La psychiatre-écrivaine-penseuse et témoin partage sa vision de soignante sous occupation.

L'auteure revendique que la psychiatrie, la psychothérapie ne peuvent pas guérir les personnes opprimées sans une éthique des professionnel-les qui inclue la justice et les droits humains comme des éléments essentiels pour leur santé mentale et leur bien-être.

Samah Jabr considère en effet le travail clinique à la lumière du contexte socio-politique et analyse le traumatisme psychologique trans-générationnel qui marque la mémoire collective Palestinienne.

Malgré un vécu sous oppression constante, la psychologie du peuple palestinien ne se forme pas uniquement autour du traumatisme mais rassemble aussi les gens dans la solidarité et une cause commune.

Prendre la parole. Faire parler.

Témoigner pour que ces humiliations, ces tortures, les séquelles d'une occupation ne soit pas les

outils du silence et consomment pour toujours l'âme des résistant-es.

Parler pour que se brise le cercle vicieux de la domination.

Trouver la force de garder ces traces, de faire comprendre, de partager ces expériences à ceux et celles qui vivent de l'autre côté du Mur de la colonisation et de l'impérialisme.

Il est indispensable de transmettre et répéter au monde que face au système colonial, le souffle de la résistance et de la résilience Palestiniennes est comme le vent, nul ne peut le mettre en cage.

Derrière les fronts, un témoignage précis, lumineux, poétique qui permet d'envisager la situation en Palestine avec une subtilité accrue par un engagement quotidien, sans relâche, depuis sa Terre.

121 X 100 / 176 pages

Prix 10 euros plus 1,80 de frais de port



* **Samah Jabr** est [psychiatre et psychothérapeute à Jérusalem](#). Elle milite pour le bien-être de sa communauté, allant au-delà des problèmes de santé mentale. Elle écrit régulièrement sur la santé mentale en Palestine occupée.

Articles de (et à propos de) la [même auteure](#).

15 novembre 2017 - [Pmneditions](#)